

OPINION

Le récent Conseil européen a-t-il conjuré la désunion européenne ? Nous pouvons l'espérer...

Par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (S€D)

La réponse à la question de savoir si le Conseil européen a pu réaliser un consensus sur les responsables des principales institutions européennes ne sera donnée que le 16 juin, par le Parlement européen, lorsqu'il se prononcera sur la proposition de remplacer M. Juncker par M^{me} von der Leyen.

Ordo ab chao ?

Un mois après les élections au Parlement européen, l'Union européenne (UE) a en vue une équipe dirigeante, issue d'interminables marchandages plus que de ces élections.

Les libéraux et démocrates - Renew Europe ont obtenu la présidence du Conseil européen et une vice-présidence de la Commission.

Les socialistes gardent deux vice-présidents de la Commission, dont M. Timmermans ; ils ont obtenu la présidence du Parlement européen, pour deux ans et demi et ils conservent le poste de Haut Représentant pour les affaires extérieures de l'UE. Josep Borrell succédera à Federica Mogherini, si sa nomination est validée par le président de la Commission et par celui du Parlement européen, ce qui semble probable. Espérons que l'Espagnol se montre plus performant que M^{mes} Ashton et Mogherini, qu'il retrouve l'aura qu'avait son compatriote Javier Solana. La S€D compte comme Pedro Sanchez sur M. Borrell, pour relancer «la politique extérieure et de défense commune».

Le Parti populaire européen garde la présidence de la Commission européenne. La désignation de M^{me} von der Leyen doit encore être confirmée, le 16 juillet, par un vote des eurodéputés, à bulletins secrets. Ce n'est pas gagné d'avance : la capacité limitée de gestionnaire de M^{me} von der Leyen en a fait la ministre la plus impopulaire du gouvernement Merkel. La Bundeswehr, qu'elle a dirigée pendant six ans, est dans un état pitoyable.

M^{me} von der Leyen a tardé à réagir après la révélation de plusieurs cas de harcèlement dans des casernes, ainsi qu'après l'arrestation d'un lieutenant d'extrême droite, soupçonné de préparer des attentats. Elle a imputé cela à un problème général de comportement et de commandement dans l'armée, ce qui a nui à son image. En outre, une commission parlementaire enquête sur le recrutement de consultants externes sans appels d'offres, pour plusieurs dizaines de millions d'euros.

Dans le cadre de la Conférence de Munich pour la sécurité de 2014, M^{me} von der Leyen s'était déclarée en faveur d'une armée européenne et des États-Unis d'Europe, malgré le manque de capacités opérationnelles de la Bundeswehr. Depuis, la ministre a obtenu une hausse de 40 % de son budget, mais l'armée allemande reste dramatiquement sous-équipée. Son matériel est dans un état de vétusté préoccupant, selon le rapport du superviseur de la Bundeswehr publié début 2019. La moitié des avions de chasse seulement pouvait alors voler et les six sous-marins étaient à quai, en attente de pièces de rechange. Les socialistes allemands, notamment, ont exprimé leur ferme opposition à M^{me} von der Leyen.

Le Conseil européen a proposé M^{me} Lagarde pour la présidence de la Banque centrale européenne, sous réserve de confirmation par les gouverneurs des banques centrales. Elle est juriste et non économiste, mais elle a fait ses classes au Fonds monétaire international, qu'elle a rééquilibré, en donnant plus de poids aux pays émergents et en faisant du yuan chinois une monnaie de référence.

M. Macron a constaté que la crédibilité du Conseil européen souffre de «ces réunions trop longues qui n'aboutissent à rien» ; il a annoncé vouloir refuser tout élargissement de l'UE tant qu'une réforme «en profondeur» du fonctionnement des institutions européennes n'aura pas été appliquée.

Ce faisant, M. Macron risque de frustrer les États ex-yougoslaves candidats à l'UE, alors que leur candidature pousse ceux-ci à s'abstenir de donner aux conflits qui persistent dans les Balkans occidentaux un caractère plus violent. Outre ce manque de perception des risques géopolitiques, on peut reprocher au président français de ne pas s'être converti au fédéralisme. Il ferait mieux de s'inspirer de Pedro Sanchez, qui s'est prononcé en janvier 2019 en faveur des États-Unis d'Europe et d'une défense européenne.

Une UE de plus en plus désunie

Au Conseil européen, le consensus qui prévalait face au Brexit a cédé la place à quatre blocs antagonistes : le Parti populaire européen (PPE) (9 chefs de gouvernements), les socialistes (8), les rénovateurs (7), les conservateurs et eurosceptiques (3 seulement, mais de 3 grands pays). Les marchandages sur les hautes fonctions européennes ont donc été laborieux.

Au Parlement européen, la coalition entre PPE et socialistes étant devenue minoritaire, elle s'est élargie aux libéraux et aux Verts, pour contrer les nationalistes et les populistes. Néanmoins, les quatre pays du groupe de Visegrád ont su bloquer la candidature à la présidence de la Commission européenne de M. Timmermans, en représailles à sa proposition de sanctionner la Hongrie pour manquements aux règles démocratiques. Les Visegrád et certains socialistes voteront contre M^{me} von der Leyen ; ils risquent de rendre caduc l'accord péniblement négocié par les chefs d'État et de gouvernement.

La colère de certains députés, qui voulaient donner aux institutions européennes une légitimité démocratique plus forte et qui ont assisté à des manœuvres opaques, ne peut surprendre personne, mais les députés européens devraient éviter d'aggraver la situation actuelle. Si la proposition du Conseil européen pour la présidence de la Commission devait être rejetée, l'UE s'enfoncerait dans une grave crise institutionnelle, alors que les problèmes de l'Europe, dont le Brexit, devraient passer avant les questions d'égo ou d'intérêts personnels.

La diplomatie européenne : peut mieux faire

L'agenda stratégique de l'UE pour 2019-2024, adopté le 17 juin, comporte quatre engagements : protéger les citoyens et les libertés ; développer une base économique forte et dynamique ; construire une Europe climatiquement neutre, verte, juste et sociale ; promouvoir les intérêts et les valeurs de l'Europe sur la scène mondiale. Il prévoit que «l'UE doit suivre une ligne d'action stratégique et accroître sa capacité à agir de manière autonome», qu'elle doit «placer la défense des intérêts et des valeurs de l'Europe dans le monde» parmi les priorités politiques. Malheureusement, l'insignifiance de l'UE sur la scène internationale et l'incurie de la diplomatie européenne ont de nouveau sauté aux yeux ces derniers jours.

L'UE se borne à déplorer les victimes du bombardement d'un centre de détention de migrants, faute de pouvoir imposer l'arrêt de la guerre civile en Libye. Dans la crise entre l'Iran et les Arabes, soutenus par les Américains, l'impuissance de l'UE à se faire entendre est patente, alors que c'est elle qui est la plus dépendante des livraisons de pétrole du Moyen-Orient.

Les Européens prétendaient que leur mécanisme financier «Instex» protégerait les firmes européennes qui veulent commercer avec l'Iran contre les sanctions américaines. Il s'avère insuffisant, voire mort-né, car il ne s'applique pas aux transactions pétrolières. Or, les Iraniens ont besoin de vendre entre 1 et 1,5 million de barils par jour pour financer leurs importations et soutenir leur économie. L'UE se veut autonome, mais elle est sensible aux critiques des États-Unis d'Amérique sur le programme iranien de missiles balistiques, sur le rôle de l'Iran dans la région et sur les droits de l'homme. Le Conseil européen a menacé de sanctions la Turquie, pour avoir commencé à s'approprier les réserves gazières de Chypre. M. Erdogan n'a semble-t-il pas mis fin aux forages...

Enfin, le Conseil européen n'est pas parvenu à progresser vers son objectif de neutralité carbone pour 2050, car la Pologne, la République tchèque, l'Estonie et la Hongrie ont refusé cette échéance.

Quel avenir pour l'Europe des droits de l'homme ?

Le Conseil européen a aussi dénoncé, une fois de plus, les actions de désinformation et d'espionnage des Russes, ainsi que leur irrespect pour le droit international. Beaucoup des États membres de l'UE ont néanmoins voté la réintégration de la Russie, avec droit de vote, dans le Conseil de l'Europe.

Créé le 5 mai 1949, celui-ci rassemble aujourd'hui les 820 millions de ressortissants de 47 États européens autour de normes juridiques et de conventions, dans les domaines de la protection des droits de l'homme, du renforcement de la démocratie et de l'État de droit. Son bras armé est la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, entrée en vigueur le 3 septembre 1953, et, pour les applications pratiques, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), créée le 18 septembre 1959.

Pour aider le processus de transition démocratique en Fédération de Russie et empêcher toute régression, celle-ci en est devenue membre le 28 février 1996, après avoir mis en place une Constitution démocratique en 1993, instauré l'État de droit et adopté un mode de fonctionnement respectueux des droits de l'homme.

L'annexion de la Crimée, en mars 2014, a incité l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), à la majorité des voix, à suspendre les 18 parlementaires russes de leur droit de vote. Cela s'était déjà produit en 2000, à propos de la Tchétchénie, pour une période de neuf mois.

La réintégration de la Russie a provoqué la fureur des pays de l'est de l'Europe et le départ de l'Ukraine du Conseil de l'Europe. La réintégration a été justifiée par la volonté de ne pas priver les victimes russes des manquements à l'État de droit d'un ultime recours. Celui-ci est en effet effectif, même si les plaignants doivent s'armer de patience : fin 2018, 1.572 affaires étaient pendantes, mais la Cour n'a prononcé que 268 arrêts au cours de l'année. Il faut se réjouir que ceux qui concernaient des Russes ont été appliqués par leurs autorités.

Burden Sharing

Pour accroître la capacité de l'UE à agir de manière autonome, il faudrait que l'Europe se dote enfin de capacités militaires crédibles. La part du budget militaire des États membres de l'UE augmente modestement depuis 2014. L'Europe a ainsi légèrement dépassé la barre des 200 milliards € pour les dépenses de défense. Les États-Unis d'Amérique en 2019 ont mis 716 milliards \$ (en hausse de 5% par rapport à 2018) à la disposition du Pentagone. C'est 16,2 % d'un budget fédéral de 4.407 milliards \$. Si l'on ajoute à cela les dépenses militaires des départements liés à la défense (Homeland Security, State Department, Veterans Affairs, Energy), le total frôle les 1.000 milliards de dollars¹. Les dépenses de personnel militaire sont de 152 milliards \$, les frais d'opérations et de maintenance de 283 milliards \$, le rééquipement et l'approvisionnement de 144 milliard \$, les investissements en recherche et développement de 92 milliards \$. A ces dépenses, il faudrait encore ajouter les dépenses relatives à la Garde nationale, qui sont supportées en partie par les States. A ce déséquilibre financier s'ajoute le fait que l'efficacité des dépenses de défenses est beaucoup plus grande en Amérique qu'en Europe, où l'unité de commandement n'existe pas. Leur capacités militaires sont donc infiniment supérieures aux nôtres.

La cybersécurité en Europe : des déclarations d'intentions, mais peu de d'actions

Selon le patronat belge, ses principaux défis sont la cybersécurité, les nouvelles technologies disruptives, le changement climatique, la recherche, la rétention de talents et les risques opérationnels.

Nos «responsables» politiques font trop peu pour aider à les relever, dans tous ces domaines et particulièrement dans celui de la cybersécurité. Certaines de nos entreprises phares en ont fait la douloureuse expérience, Proximus en 2013, Asco tout récemment² : des hackers ont, le 7 juin, pris le contrôle de ses systèmes d'information en

Belgique, en Allemagne, aux États-Unis d'Amérique et au Canada, ce qui a entraîné l'arrêt des activités industrielles pendant près d'un mois et la mise en chômage technique d'environ 1.500 travailleurs. Cela pourrait coûter à cette dernière entreprise sa position enviable de sous-traitant de Boeing et d'Airbus, ces firmes gérant leurs approvisionnements en minimisant les stocks pour augmenter leur rentabilité.

La fin de notre monde ?

Pendant la guerre froide, le monde était bipolaire, puis survint l'hégémonie américaine. L'invasion de l'Irak en 2003 a entraîné l'affaiblissement des États-Unis d'Amérique et de nouvelles puissances ont émergé. Le monde est ainsi devenu multipolaire. Aujourd'hui, des leaders autoritaires, MM. Poutine, Erdogan, Xi Jinping, Al Sissi et Trump, rejettent le multilatéralisme. Ils contestent les principes démocratiques et l'État de droit. Ils augmentent les inégalités. Ils ont rendu le monde chaotique : la paix et la sécurité ne sont plus garanties. Les conflits produisent des violations horribles du droit international humanitaire et des droits de l'homme. Le nombre de réfugiés est du jamais vu depuis des décennies. Nous sommes confrontés au changement climatique, à une démographie incontrôlée et à des migrations massives. Nos données numériques confidentielles sont piratées ou exposées au grand jour. Les médias sociaux diffusent massivement les discours de haine, le racisme et la xénophobie.⁴

Des perspectives pour l'Europe ?

En mai dernier, en vue du scrutin au Parlement européen, le président de la République française, qui soutenait activement ses candidats, a ouvert quelques perspectives pour l'après-élection.⁵

Il veut une Convention européenne après les élections, pour que les chefs d'État et de gouvernement, avec la Commission européenne, le Parlement européen et les citoyens européens prennent le temps de définir la stratégie de l'Europe pour les cinq années à venir, et les changements de traités. Selon certains médias, il songerait à Guy Verhofstadt pour présider cette convention.

M. Macron a en outre obtenu que M^{me} Loiseau, l'ancienne ministre des Affaires européennes devienne la présidente de la sous-commission de la Défense au sein de la commission des Affaires étrangères du Parlement européen. Dans *Le Figaro* du 20 mai, elle déclarait : «Le concept que nous portons est la capacité des armées européennes à planifier des opérations ensemble, à s'entraîner ensemble et à intervenir ensemble avec des matériels communs».⁶

La S€D espère vivement que ceux deux initiatives françaises connaîtront le succès qu'elles méritent. En effet, dans le contexte parfaitement décrit par l'ancien ministre allemand des Affaires étrangères, M. Fischer, plus que jamais, nous avons absolument besoin d'une Europe forte et unie pour inverser ces tendances, pour promouvoir une gouvernance mondiale multilatérale, le respect de l'État de droit, une société plus égalitaire et une économie sociale de marché.

1) Voir <https://www.whitehouse.gov/>.
2) Voir <https://www.thebalance.com/us-federal-budget-break-down-3305789>.
3) Voir Belga, «Asco ligt derde week stil na cyberaanval» in *De Standaard*, https://www.standaard.be/cnt/dmf20190621_04472253_21/6/2019.
4) Voir Joshka Fischer «La fin du monde que nous connaissons» in *Echo*, 12/6/2019, p. 10.
5) Voir *Le Parisien*, [http://www.leparisien.fr/elections/europeennes/emmanuel-macron-je-n-ai-pas-l-esprit-de-defaite-20-05-2019-8076333.php#xtor=EREC-109-\[NLalaine\]---\\$%7B_id_connect_hash%7D%1,21/5/2019](http://www.leparisien.fr/elections/europeennes/emmanuel-macron-je-n-ai-pas-l-esprit-de-defaite-20-05-2019-8076333.php#xtor=EREC-109-[NLalaine]---$%7B_id_connect_hash%7D%1,21/5/2019).
6) Voir *Le Figaro*, http://www.lefigaro.fr/politique/nathalie-loiseau-le-plus-grand-risque-c-est-d-affaiblir-la-voix-de-la-france-20190519_20/5/2019.

TABLEAU DE BORD AGEFI Luxembourg	28/06/2019	31/05/2019	DIFF%		
EUR 1=	1,1388	1,1197	1,71%	\$	-- le dollar augmente par rapport à l'euro, (+) = l'ancienne devise augmente par rapport au \$
\$1=	35,42	36,03	-1,68%	LUF/BEF	Francs luxembourgeois/belges
\$1=	5,76	5,86	-1,68%	FRF	Francs français
\$1=	1,72	1,75	-1,68%	DEM	Deutsche Marks
\$1=	1,94	1,97	-1,68%	NLG	Gulden (florins)
Pétrole brut (coût de production): 1 litre=	0,3215	0,3005	6,98%	EUR	West Texas Intermediate (prix en euro par litre)
Gaz naturel: 1 m³=	0,0718	0,0774	-7,30%	EUR	Natural gas Henry Hub (prix en euro par m³)
Gaz naturel: 1 MWh=	6,9231	7,4679	-7,30%	EUR	Natural gas Henry Hub (prix en euro par MWh)
Gaz naturel: 1 MMbtu=	2,3100	2,4500	-5,71%	\$	Natural gas Henry Hub (prix en \$ par MMbtu)
Or: 1 Kg=	39793	37490	6,14%	EUR	Fixing \$ de Londres après-midi (prix en euro par kg)
Argent: 1 Kg=	433	418	3,38%	EUR	Fixing \$ de Londres (prix en euro par kg)
Argent: 1 oz=	15,32	14,57	5,15%	\$	Fixing \$ de Londres (prix en \$ par once)

Ce tableau de bord, une exclusivité d'AGEFI Luxembourg, permet au lecteur:
 1° de convertir le dollar dans son ancienne devise;
 2° de connaître le coût de production de plusieurs produits pétroliers en euro, à comparer avec le prix au détail.
 3° de connaître le prix de l'or et de l'argent en kilo et en euros.